

VALEUR AJOUTÉE > Innovation

Ubérisation, les propositions

« Osez l'économie de demain », c'est l'événement, organisé jeudi à Nancy, qui met en lien grands groupes et start-up. L'occasion pour le président de l'Observatoire de l'ubérisation, Denis Jacquet, de faire le point sur cette nouvelle économie.

Pourquoi avoir créé, il y a un an, avec Grégoire Leclercq, l'Observatoire de l'ubérisation ?

Denis JACQUET : L'histoire du digital, en France, démarrait plutôt mal. Interdiction d'UberPop, taxation de l'économie collaborative, de YouTube, etc. En interdisant, on tue juste les plateformes françaises.

Mais peut-on continuer à fonctionner avec des règles différentes ?

C'est là qu'il faut influencer. Réfléchir plutôt qu'interdire. Être acteur, plutôt que critique et demeurer passif. L'Observatoire, fort de ses philosophes, syndicalistes, économistes, politiques de tous bords, représentants de plateformes, préconise un modèle différent : travailler à un socle commun à tous les travailleurs, indépendants comme salariés. Retraite, santé, mutuelle, chômage, formation. Que tout le monde ait les mêmes droits.

Un socle commun, n'est-ce pas utopique ?

Nous n'y allons pas à l'aveugle. Nous voyons les qualités et les défauts de cette économie, et en quoi elle est utile. L'Observatoire fait des propositions. L'outil digital permet de reprendre le pouvoir. Mais il faut remettre du cerveau au bout de nos doigts : inventer un modèle alternatif socialement acceptable et économiquement pérenne.

Le socle social ne semble pourtant pas être la tasse de thé d'Uber, n'est-ce pas ?

Le changement de contrat de travail imposé de façon unilatérale par Uber est effectivement anormal. Toutefois, concernant le conflit VTC (véhicules de tourisme avec chauffeur)/taxis, je rappelle que les taxis n'ont pas attendu Uber pour se faire exploiter.

On est tout de même dans le nivellement par le bas, non ?

D'où la nécessité du socle social commun. Mais attention, Uber, c'est 45 000 VTC, dont 60% étaient au RSA. Le marché s'est agrandi. Il y a beaucoup d'autres formes d'ubérisation sans paupérisation qui ouvrent les marchés et offrent aux professionnels une vraie gestion de leur temps : coiffeur, esthéticienne, massage à domi-



Denis Jacquet, co-fondateur et président de l'Observatoire de l'ubérisation. Depuis un an, les professionnels, issus de différents milieux, ont analysé le phénomène et proposent des solutions novatrices. Photo RL

cile, webmaster, etc. Nous avons effectué un sondage auprès d'acteurs d'une trentaine de plateformes, personne n'imaginait retourner en arrière. Les minijobs de SOS Jobber sont plébiscités ; notamment par les seniors qui améliorent leur retraite et retrouvent du lien social.

Alors, on laisse faire ?

Non, on va plus loin. Les professionnels qui travaillent avec les plateformes devraient pouvoir devenir actionnaires. Ces jobs nouveaux doivent devenir des tremplins, permettre de monter en compétences, inciter à la création d'entreprise. Pour cela, la plateforme devrait accompagner en formation. Mais on tombe dans la problématique du droit du travail, d'où la nécessité du socle social commun pour indépendants et salariés.

Quelle place tient la France digitale dans le monde ?

Nous n'avons pas de géant français. On peut citer Bla-Bla Car, mais ça ne pèse rien dans le monde, comparé à Google ou Amazon. Tout se joue entre la Chine, surpuissante, et les Américains expansionnistes. Quand les Chinois mettent 100 milliards d'euros dans l'intelligence artificielle, la robotisation et les start-up, nous mettons 1,8 milliard ! Il y a quinze jours, l'Observatoire a présenté ses solutions devant le Sénat. Notamment un fonds, sans limite de temps, pour permettre à des géants d'émerger. Il faut aussi que l'Etat mette de l'argent dans ces boîtes avec une forme légère de protectionnisme, comme le font les Américains et les Chinois.

Recueillis par Laurence SCHMITT

6

C'est le nombre de millions d'euros levés par Aston I Trade Finance, la FinTech nancéenne qui optimise la trésorerie des entreprises en valorisant notamment leurs impayés. Sa croissance rapide repose sur les solutions globales offertes aux entreprises, leur permettant d'augmenter leur cash et financement à court terme. Créée en 2011, Aston ITF avait été élue FinTech de l'année en 2015. Elle a rejoint en 2016 le Top 100 européen du Deloitte Technologie fast 500 avec 978 % de croissance du chiffre d'affaires sur 4 ans. Depuis sa création, la start-up a levé 10M€.

REPÈRES

Duncan Stewart à Metz

Prédire les données de la nouvelle économie en 2017, c'est l'exercice périlleux auquel s'adonne chaque année Duncan Stewart, directeur de la recherche dans le secteur des technologies, médias et télécommunications (TMT) pour Deloitte Canada. L'homme était présent à Metz, au Cescom, pour la conférence Prédiction TMT Deloitte. Un show aussi pointu que plaisant, comme les Anglo-Saxons en ont le secret. Duncan Stewart, qui semble rarement se tromper, a décliné sur le temps court le devenir des nouvelles technologies. Une 5G qui n'est pas pour demain. La biométrie qui va exploser, tout comme les attaques en cybersécurité. L'intelligence artificielle qui arrivera dans nos smartphones. Par contre, la voiture autonome n'est pas à son programme pour 2017 !

Innovation responsable, le terreau du territoire

Une soixantaine de start-up et leurs solutions digitales dans la finance, bien-être & santé, e-business & objets connectés, transition énergétique et GreenTech, sans oublier les conférences, tables rondes et rendez-vous d'affaires : « Osez l'économie de demain » fait partie des grands événements de l'économie d'aujourd'hui. En trois éditions, il s'est montré capable de mettre en relation PME, start-up et grands groupes. La Poste, Engie, Orange, ERDF, pour ne citer qu'eux, sont les partenaires fondateurs de l'événement qui cherche à décentrer les grands groupes de Paris pour mieux

irriguer le territoire et gagner en capacité d'innovation. Et ça marche.

Jeudi, le centre des congrès Jean-Prouvé à Nancy s'était transformé en business-ruche où écosystèmes lorrain, alsacien et champardennais ont prouvé toute leur vitalité.

La nouveauté de l'édition résidait dans l'accueil de Big up 4 start-up, un activateur de business numérique entre start-up/PME et grands groupes. A Metz, Reims et Strasbourg, les start-up avaient pu prendre connaissance d'appels à projets de six grands groupes. Charge à celles qui le voulaient d'y répondre et décrocher un rendez-vous face aux

directeurs d'innovation concernés. 95 start-up ont postulé, dont une vingtaine du Grand Est, et 56 rendez-vous d'affaires ont été programmés. Ainsi, Guillaume Pliszczak, de la start-up messine 90 Tech, qui a proposé ses solutions numériques dans trois projets différents. « Engie ou ERDF sont à la recherche de solutions clients plus agiles. Leur crainte, c'est une forme d'ubérisation. L'avantage d'une présence en région, c'est de pouvoir tester la solution sur le territoire avant de s'étendre au national si elle s'avérait concluante. »

L. S.



90 Tech a répondu à trois appels à projet lancés par des grands groupes. La start-up messine a eu l'opportunité de les défendre de vive voix, jeudi. Reste à voir la suite qui sera donnée... Photo archives RL/Anthony PICORÉ